

**No. 35578**

---

**France  
and  
Slovakia**

**Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Slovak Republic on the readmission of persons. Paris, 20 March 1997**

**Entry into force:** *2 August 1997 by notification, in accordance with article 17*

**Authentic texts:** *French and Slovak*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 4 March 1999*

---

**France  
et  
Slovaquie**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République slovaque relatif à la réadmission des personnes. Paris, 20 mars 1997**

**Entrée en vigueur :** *2 août 1997 par notification, conformément à l'article 17*

**Textes authentiques :** *français et slovaque*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 4 mars 1999*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ET LE GOUVERNEMENT SLOVAQUE RELATIF À LA RÉADMISSION  
DES PERSONNES

Le Gouvernement de la République Française et

Le Gouvernement de la République Slovaque (ci-après dénommés " Parties contractantes "),

Désireux de faciliter la réadmission des personnes qui se trouvent irrégulièrement sur le territoire de l'État de l'autre Partie contractante, dans le respect des droits, des obligations et garanties prévus par les législations nationales et des traités et conventions internationales auxquels ils sont parties,

Souhaitant développer la bonne coopération entre les deux Parties contractantes dans le cadre des efforts internationaux pour prévenir la migration irrégulière dans le contexte des intérêts européens communs et sur une base de réciprocité,

Sont convenus de ce qui suit :

I. Réadmission des ressortissants des Parties contractantes

*Article 1er*

1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante, et sans formalités, toute personne qui, sur le territoire de l'État de la Partie contractante requérante, ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour en vigueur, lorsqu'il est établi ou valablement présumé qu'elle possède la nationalité de l'État de la Partie contractante requise.

2. La Partie contractante requérante réadmet de nouveau cette personne dans les mêmes conditions lorsqu'il ressort de la vérification ultérieure qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie contractante requise au moment de sa remise par la Partie contractante requérante.

*Article 2*

1. La nationalité de la personne faisant l'objet d'une mesure de réadmission selon l'article 1 est établie par les documents ci-après :

La nationalité de la République Française :

- a) Certificat de nationalité,
- b) Décret de naturalisation ou de réintégration dans la nationalité française,
- c) Passeport en cours de validité,
- d) Carte nationale d'identité en cours de validité.

La nationalité de la République Slovaque :

- a) Document de voyage en cours de validité,
  - b) Carte d'identité en cours de validité de la République Slovaque,
  - c) Carte d'identité en cours de validité de la République Tchèque, de la République Socialiste Tchèque ou de la République Fédérative Tchèque et Slovaque portant mention de la nationalité de la République Slovaque,
  - d) Certificat de nationalité en cours de validité.
2. La nationalité est valablement présumée par :
- a) Tout document périmé cité à l'alinéa 1,
  - b) Le livret militaire ou tout autre document d'identité délivré aux militaires,
  - c) Un extrait d'état civil,
  - d) Le permis de conduire,
  - e) Tout autre document délivré par l'autorité compétente de l'une ou l'autre des Parties contractantes,
  - f) La photocopie de l'un des documents précédemment énumérés,
  - g) Les déclarations de la personne faisant l'objet d'une mesure de réadmission recueillies par les autorités administratives et judiciaires de la Partie contractante requérante,
  - h) Les dépositions de témoins de bonne foi consignées dans un procès verbal établi par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie contractante requérante,
  - i) Tout autre moyen reconnu, au cas par cas, par l'autorité compétente de la Partie requise.

### *Article 3*

1. Lorsque la nationalité est établie ou présumée conformément à l'article 2, la mission diplomatique ou les autorités consulaires de la Partie contractante requise établissent sur-le-champ, à la demande de la Partie contractante requérante, le substitut de document de voyage nécessaire au voyage de retour permettant la réadmission de la personne visée à l'article

1 alinéa 1.

2. En cas de doute sur les éléments fondant la présomption de la nationalité, la mission diplomatique ou les autorités consulaires de la Partie contractante requise procèdent dans un délai de trois jours à compter de la demande de réadmission à l'audition de l'intéressé. Cette audition est organisée par la Partie contractante requérante en accord avec la mission diplomatique ou les autorités consulaires concernées dans les délais les plus brefs. Lorsque, à l'issue de cette audition, il est établi que la personne intéressée possède la nationalité de la Partie contractante requise, le substitut de document de voyage est aussitôt délivré par la mission diplomatique ou les autorités consulaires.

### *Article 4*

1. La demande de réadmission comporte :

- a) Les données relatives à l'identité de la personne à réadmettre,
- b) Les éléments prévus à l'article 2,
- c) Les informations sur la nécessité d'assurer une surveillance spéciale, médicale ou autre.

2. Les frais liés à la réadmission de la personne jusqu'à la frontière de l'État de la Partie contractante dont elle est ressortissante sont à la charge de la Partie contractante requérante.

## II. Réadmission des ressortissants d'États tiers

### *Article 5*

1. Si une personne, arrivée sur le territoire de l'État de la Partie contractante requérante, ne remplit pas les conditions d'entrée ou de séjour en vigueur, et si cette personne dispose d'un visa ou d'une autorisation de séjour en cours de validité délivrés par la Partie contractante requise, cette dernière réadmet cette personne sans formalités à la demande de la Partie contractante requérante.

2. Si le visa ou l'autorisation de séjour ont été délivrés par les deux Parties contractantes, l'obligation de réadmission incombe à la Partie contractante dont la validité du visa ou de l'autorisation de séjour expire en dernier lieu.

3. Les dispositions des alinéas 1 et 2 ne s'appliquent pas au visa de transit.

### *Article 6*

1. La Partie contractante requise réadmet le ressortissant d'État tiers sans formalités à la demande de la Partie contractante requérante, si cette Partie établit ou présume valablement que la personne ne remplissant pas les conditions d'entrée ou de séjour en vigueur a franchi la frontière de la Partie contractante requise pour entrer sur le territoire de l'État de la Partie contractante requérante.

2. L'obligation de réadmission visée à l'alinéa 1 n'existe pas vis-à-vis d'une personne qui, lors de son entrée sur le territoire de la Partie contractante requérante, était en possession d'un titre de séjour en cours de validité délivré par cette Partie contractante ou qui après son entrée, s'est vu délivrer un titre de séjour par ladite Partie contractante.

3. Les Parties contractantes s'efforcent en priorité de reconduire les ressortissants d'États tiers dans leur État d'origine.

### *Article 7*

L'obligation de réadmission prévue aux articles 5 et 6 n'existe pas à l'égard du ressortissant d'un État tiers :

a) Auquel la Partie contractante requérante a reconnu le statut de réfugié par application de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et du Protocole de New York du 31 janvier 1967 relatif au statut des réfugiés.

- b) Qui a été éloigné par la Partie contractante requise vers son pays d'origine ou vers un État tiers,
- c) Qui a une frontière commune avec la Partie contractante requérante,
- d) Qui séjourne depuis plus de 180 jours sur le territoire de l'État de la Partie contractante requérante.

#### *Article 8*

1. La demande de réadmission du ressortissant d'un État tiers comporte :
  - a) Les données relatives à l'identité de la personne à réadmettre,
  - b) Les éléments établissant ou présumant valablement la réadmission,
  - c) Les informations sur la nécessité d'assurer une surveillance spéciale, médicale ou autre.
2. Les frais liés à la réadmission de la personne jusqu'à la frontière de l'État de la Partie contractante requise sont à la charge de la Partie contractante requérante.

#### *Article 9*

La Partie contractante requérante réadmet de nouveau le ressortissant d'un État tiers dans les mêmes conditions lorsqu'il ressort de vérifications ultérieures que les conditions prévues aux articles 5 et 6 n'étaient pas remplies au moment de sa sortie du territoire de l'État de la Partie contractante requérante.

### III. Transit

#### *Article 10*

1. Chaque Partie contractante autorise le transit, avec ou sans escorte policière, sur le territoire de son État, du ressortissant d'un État tiers si l'autre Partie contractante le demande par écrit et que son admission dans le pays de destination ou dans d'autres États de transit éventuels est assurée. La Partie contractante requérante garantit à la Partie contractante requise que la personne dont le transit est autorisé est munie d'un titre de transport et d'un document de voyage en cours de validité pour le pays de destination.
2. La Partie contractante requérante assume l'entière responsabilité de la poursuite du voyage du ressortissant d'un État tiers vers son pays de destination.
3. Lorsque le transit s'effectue sous escorte policière, celle-ci est assurée par la Partie contractante requérante par la voie aérienne jusqu'aux aéroports de la Partie contractante requise, à condition que l'escorte policière ne quitte pas la zone internationale de ces aéroports. Si le transit sous escorte policière continue par voie terrestre sur le territoire de la Partie contractante requise, l'escorte policière est assurée par la Partie contractante requise.
4. Les frais de transport jusqu'à la frontière de l'État de destination, y compris les frais afférents au transit sur le territoire de l'État de la Partie contractante requise, ainsi que, le

cas échéant, ceux liés au voyage de retour du ressortissant d'un État tiers, sont à la charge de la Partie contractante requérante.

#### *Article 11*

La demande de transit prévue à l'article 10 est transmise directement entre autorités concernées des États des Parties contractantes. Elle mentionne les renseignements relatifs à l'identité et à la nationalité du ressortissant d'un État tiers, à la date du voyage, à l'heure d'arrivée au poste frontière du pays de transit, à l'État de destination, aux documents de voyage, au motif de la demande et, le cas échéant, les renseignements relatifs aux fonctionnaires escortant le ressortissant d'un État tiers.

#### *Article 12*

1. Le transit peut être refusé :

a) Si le ressortissant d'un État tiers court dans l'État de destination des risques de persécution en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques,

b) Si le ressortissant d'un État tiers court le risque d'être poursuivi devant une juridiction pénale ou de se voir appliquer une condamnation prononcée en matière pénale dont il a fait l'objet dans l'État de destination pour des faits antérieurs,

c) Si le ressortissant d'un État tiers court le risque d'être poursuivi devant une juridiction pénale ou de se voir appliquer une condamnation prononcée en matière pénale dont il a fait l'objet dans l'État de la Partie contractante requise pour des faits antérieurs au transit, à l'exception du cas de franchissement irrégulier de la frontière,

2. La personne qui fait l'objet du transit peut être remise à la Partie contractante requérante lorsqu'il ressort de la vérification ultérieure que cette personne se trouve dans un des cas visés à l'alinéa 1.

IV. Protection des données personnelles

#### *Article 13*

1. Les données personnelles nécessaires pour l'exécution du présent accord sont protégées conformément à la législation en vigueur des Parties contractantes.

2. Si l'application du présent accord requiert la communication de données à caractère personnel entre les Parties contractantes, ces renseignements ne peuvent concerner exclusivement que :

a) Les données personnelles des personnes à réadmettre ou à éloigner et, le cas échéant, de leurs parents proches (nom, prénom, le cas échéant noms antérieurs, surnoms ou pseudonymes, noms d'emprunt, date et lieu de naissance, sexe, nationalité),

b) Le passeport, la carte d'identité, les autres documents d'identité ou de voyage et les laissez-passer (numéro, durée de validité, date d'émission autorité émettrice, lieu d'émission),

- c) Autres données nécessaires à l'identification des personnes à réadmettre ou à éloigner,
- d) Les lieux de séjour et l'itinéraire du voyage,
- e) Les autorisations de séjour ou les visas délivrés par l'une des Parties contractantes.

#### V. Dispositions générales et finales

##### Article 14

1. Le ministre de l'intérieur de la République Française et le ministre de l'intérieur de la République Slovaque désignent :

- a) Les autorités compétentes pour l'application du présent accord,
- b) Les postes frontières et les aéroports utilisés pour l'application du présent accord.

##### *Article 15*

1. Les autorités compétentes des deux Parties contractantes coopèrent et se consultent directement en tant que de besoin pour l'application du présent accord.

2. En cas de difficultés concernant l'application du présent accord, la demande de consultation est présentée par la voie diplomatique.

##### *Article 16*

1. Les dispositions du présent accord ne portent pas atteinte aux obligations de réadmission des ressortissants des États tiers résultant pour les Parties contractantes d'autres accords internationaux.

2. Les dispositions du présent accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et du Protocole de New York du 31 janvier 1967 relatif au statut des réfugiés.

3. Les dispositions du présent accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions des accords souscrits par les Parties contractantes dans le domaine de la protection des Droits de l'Homme.

##### *Article 17*

1. Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre Partie contractante l'accomplissement des procédures nationales requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord. Celui-ci prendra effet 30 jours à compter de la réception de la dernière notification.

2. Le présent accord est conclu pour une période indéterminée.

3. Chacune des Parties contractantes peut suspendre totalement ou partiellement l'application du présent accord pour une période transitoire à l'exception de l'article 1 pour des raisons de sûreté de l'État, d'ordre public, ou de santé publique. Les Parties contractantes se notifient sans tarder par la voie diplomatique l'adoption ou la suppression d'une telle

mesure. La suspension de l'application du présent accord entre en vigueur à compter de la remise de la notification à l'autre Partie contractante.

4. Chacune des Parties contractantes peut dénoncer le présent accord par écrit et par la voie diplomatique. La validité du présent accord prend fin 90 jours à compter de la remise à l'autre Partie contractante de la notification relative à la dénonciation.

En foi de quoi les personnes dûment habilitées par leur Gouvernement ont signé le présent accord.

Fait à Paris, le 20 mars 1997, en deux exemplaires originaux, dans les langues française et slovaque, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française :

HERVÉ DE CHARETTE

Pour le Gouvernement de la République Slovaque :

PAVOL HAMZIK



[ SLOVAK TEXT — TEXTE SLOVAQUE ]

## DOHODA

medzi vládou Francúzskej republiky a vládou Slovenskej republiky  
o odovzdávaní a prijímaní (readmission) osôb

Vláda Francúzskej republiky  
a  
vláda Slovenskej republiky

(ďalej len "zmluvné strany"), šesajúc si uľahčiť odovzdávanie  
a prijímanie osôb, ktoré sa nachádzajú protiprávne na území štátu  
druhej zmluvnej strany,

rešpektujúc práva, záväzky a záruky podľa vnútroštátneho právneho  
poriadku a medzinárodné zmluvy a dohody, ktorých sú zmluvné  
strany účastníkmi,

vedené prihanie rozvíjať dobrú spoluprácu medzi obidvoma zmluvnými  
stranami v rámci medzinárodného úsilia zameraného na prevenciu  
protiprávnej migrácie v kontexte spoločných európskych zdujmov  
a na základe vzájomnosti

dohodli sa t a k t o :

I.

ODOVZDÁVANIE A PRIJÍMANIE OBYČIANOV ŠTÁTOV ZMLUVNÝCH STRÁN

Článok 1

(1) Každá zmluvná strana prijme bez formalít na žiadosť  
druhej zmluvnej strany osobu, ktorá na území štátu žiadajúcej  
zmluvnej strany nespĺňa alebo prestala spĺňať podmienky na vstup

alebo pobyť, ak je dokázané alebo hodnoverne preukázané, že táto osoba má občianstvo štátu dožiadanej zmluvnej strany.

(2) Žiadajúca zmluvná strana za rovnakých podmienok prijme späť osobu, ak sa dodatočne zistí, že v čase odovzdania nemala občianstvo štátu dožiadanej zmluvnej strany.

Článok 2

(1) Štátne občianstvo osoby, ktorá má byť odovzdaná podľa článku 1, sa dokazuje nasledujúcimi dokumentmi:

občianstvo Francúzskej republiky

- a/ potvrdením o štátnom občianstve,
- b/ dekrétom o naturalizácii alebo o opätovnom získaní francúzskeho štátneho občianstva,
- c/ platným pasom,
- d/ platným preukazom totožnosti.

občianstvo Slovenskej republiky

- a/ platným cestovným dokladom,
- b/ platným občianskym preukazom Slovenskej republiky,
- c/ platným občianskym preukazom Československej republiky, Československej socialistickej republiky alebo Českej a Slovenskej Federatívnej Republiky s vyznačeným štátnym občianstvom Slovenskej republiky,
- d/ platným osvedčením o štátnom občianstve Slovenskej republiky.

(2) Štátne občianstvo je hodnoverne preukázané:

- a/ neplatným dokladom uvedeným v ods. 1,
- b/ vojenskou knižkou alebo iným dokladom totožnosti vydávaným príslušníkom ozbrojených síl,
- c/ výpisom z matriky,
- d/ vodičským preukazom,
- e/ iným dokladom vydaným kompetentným orgánom zmluvnej strany.

- f/ fotokópiou výššie uvedeného dokladu,
- g/ zápisom o výpovedi osoby, ktorá má byť odovzdaná, pred kompetentnými orgánmi žiadajúcej zmluvnej strany,
- h/ zápisom o výpovedi svedka pred kompetentnými orgánmi žiadajúcej zmluvnej strany,
- i/ iným spôsobom uznaným v konkrétnom prípade kompetentným orgánom dožiadanej zmluvnej strany.

#### Článok 3

(1) Ak občianstvo štátu je dokázané alebo hodnoverne preukázané podľa článku 2, diplomatická misia alebo konzulárny úrad dožiadanej zmluvnej strany vydá bezodkladne na základe žiadosti žiadajúcej zmluvnej strany náhradný cestovný doklad potrebný pre návrat osoby určenej na odovzдание podľa článku 1 ods. 1.

(2) V prípade pochybnosti o hodnovernosti preukázania občianstva diplomatická misia alebo konzulárny úrad dožiadanej zmluvnej strany pristúpi v lehote do troch dní od podania žiadosti o prijatie osoby k jej vypočutiu. Toto vypočutie zabezpečí žiadajúca zmluvná strana po súhlase diplomatickej misie alebo konzulárneho úradu v čo najkratšom termíne. Ak sa po vypočutí preukáže, že osoba má občianstvo dožiadanej zmluvnej strany, diplomatická misia alebo konzulárny úrad ihneď vydá náhradný cestovný doklad.

#### Článok 4

(1) Žiadosť o odovzдание osoby obsahuje:

- a/ údaje o totožnosti odovzdávanej osoby,
- b/ náležitosti uvedené v článku 2,
- c/ informáciu o potrebe zabezpečiť osobu osobitnú starostlivosť zdravotníckej alebo inej povahy.

(2) Náklady spojené s odovzdaním osoby po hranicu štátu zmluvnej strany, ktorého je občanom, hradí žiadajúca zmluvná strana.

II.

ODOVZÁVANIE A PRIJÍMANIE OSÔB Z TRETÍCH ŠTÁTOV

Článok 5

(1) Ak osoba, ktorá vstúpila na územie štátu žiadajúcej zmluvnej strany, nespĺňa platné podmienky na vstup alebo pobyt, a ak táto osoba má platné vízum alebo platné povolenie na pobyt vydané dožadovanou zmluvnou stranou, táto zmluvná strana ju prijme bez formalít na žiadosť žiadajúcej zmluvnej strany.

(2) Ak vydali vízum alebo povolenie na pobyt obidve zmluvné strany, povinnosť prijatia má tá zmluvná strana, ktorej vízum alebo povolenie na pobyt skončí platnosť neskôr.

(3) Usčadenia ods. 1 a 2 sa nevzťahujú na tranzitné vízum.

Článok 6

(1) Požiadaná zmluvná strana prijme občana tretieho štátu bez formalít na žiadosť žiadajúcej zmluvnej strany, ak táto dokáže alebo hodnoverne preukáže, že osoba nespĺňajúca platné podmienky na vstup alebo pobyt prekročila hranicu štátu dožadovanej zmluvnej strany, aby vstúpila na územie štátu žiadajúcej zmluvnej strany.

(2) Povinnosť prijatia podľa ods. 1 sa nevzťahuje na osobu, ktorá v čase svojho vstupu na územie štátu žiadajúcej zmluvnej strany bola držiteľom platného povolenia na pobyt vydaného touto zmluvnou stranou, alebo ktorej po jej vstupe táto zmluvná strana vydala povolenie na pobyt.

(3) Zmluvné strany sa prednostne budú usilovať odovzdať občana tretieho štátu do jeho domovského štátu.

Článok 7

Povinnosť prijatia podľa článkov 5 a 6 sa nevzťahuje na občana tretieho štátu:

- a/ ktorému žiadajúca zmluvná strana priznala štatút utečenca na základe Dohovoru o právnom postavení utečencov (Ženeva 28. júla 1951) a Protokolu o právnom postavení utečencov (New York 31. januára 1967),
- b/ ktorý bol predtým odovzdaný dožiadanou zmluvnou stranou do štátu pôvodu alebo do iného štátu,
- c/ ktorého štát má spoločnú hranicu so štátom žiadajúcej zmluvnej strany,
- d/ ktorý sa zdržiava na území štátu žiadajúcej zmluvnej strany dlhšie ako stoosemdesiat dní.

Článok 8

(1) Žiadosť o prijatie občana tretieho štátu obsahuje:

- a/ údaje o totožnosti odovzdávanej osoby,
- b/ náležitosti dokazujúce alebo hodnoverne praukazujúce dôvody na odovzdanie,
- c/ informáciu o potrebe zabezpečiť osobe osobitnú starostlivosť zdravotníckej alebo inej povahy.

(2) Náklady spojené s odovzdaním osoby až po hranicu štátu dožiadanej zmluvnej strany hradí žiadajúca zmluvná strana.

Článok 9

Žiadajúca zmluvná strana prijme späť za rovnakých podmienok občana tretieho štátu, ak sa dodatočne zistí, že v čase jeho odovzdania z územia štátu žiadajúcej zmluvnej strany neboli splnené podmienky uvedené v článkoch 5 a 6.

III.

TRANZIT

Článok 10

(1) Každá zmluvná strana povolí tranzit občana tretieho štátu cez územie svojho štátu s policajnou eskortou alebo bez nej, ak o to druhá zmluvná strana písomne požiada a zabezpečí prevzatie v cieľovom štáte alebo v ďalšom tranzitnom štáte. Žiadajúca zmluvná strana zaručí dožiadanej zmluvnej strane, že osoba, ktorej tranzit ja povolený, má cestovný lístok a platný cestovný doklad do cieľového štátu.

(2) Žiadajúca zmluvná strana preberá plnú zodpovednosť za prevoz občana tretieho štátu do cieľového štátu.

(3) Ak sa tranzit uskutočňuje letacky s policajnou eskortou, zabezpečí ju žiadajúca zmluvná strana až na letisko dožiadanej zmluvnej strany pod podmienkou, že policajná eskorta neopustí medzinárodnú zónu letiska. Ak tranzit s policajnou eskortou pokračuje po území štátu dožiadanej zmluvnej strany, zabezpečí policajnú eskortu táto zmluvná strana.

(4) Náklady na prevoz občana tretieho štátu až po hranicu cieľového štátu, vrátane nákladov spojených s tranzitom cez územie štátu dožiadanej zmluvnej strany, ako aj náklady spojené s jeho prípadným vrátením, hradí žiadajúca zmluvná strana.

Článok 11

Žiadosť o tranzit podľa článku 10 riešia príslušné orgány zmluvných strán. Žiadosť obsahuje údaje o totožnosti a štátnom občianstve občana tretieho štátu, jeho cestovnom doklade, dátum a hodinu príchodu na hraničný priechod tranzitného štátu, cieľový štát, odôvodnenia žiadosti a prípadne údaje týkajúce sa príslušných orgánov enkortujúcich občana tretieho štátu.

Článok 12

(1) Tranzit môže byť odmietnutý, ak občanovi tretieho štátu hrozí:

- a/ v cieľovom štáte prenasledovanie z dôvodov rasy, náboženstva, národnosti, príslušnosti k určitej spoločenskej skupine alebo pre jeho politické názory,
- b/ v cieľovom štáte nebezpečenstvo trestného stíhania pred súdom alebo výkonu trestu pre trestný čin spáchaný pred uskutočnením tranzitu,
- c/ v štáte dožiadanej zmluvnej strany nebezpečenstvo trestného stíhania pred súdom alebo výkonu trestu pre trestný čin spáchaný pred uskutočnením tranzitu, okrem prípadov protiprávneho prekročenia štátnych hraníc.

(2) Osobu prijatú na tranzit možno vrátiť žiadajúcej zmluvnej strane, ak boli dodatočne zistené skutočnosti uvedené v ods. 1.

IV.

OCHRANA OSOBNÝCH ÚDAJOV

Článok 13

(1) Potrebné osobné údaje odovzdávané za účelom vykonávania tejto dohody sú chránené v súlade s vnútroštátnymi právnymi predpismi zmluvných strán.

(2) Ak je medzi zmluvnými stranami pri vykonávaní tejto dohody potrebná výmena údajov o osobách, ktoré majú byť odovzdané alebo prijímané, môžu sa týkať iba:

- a/ osobných údajov odovzdávanej alebo prijímanej osoby, prípadne jej blízkych príbuzných (meno, priezvisko, predchádzajúce priezviská, prezývky, falošné mená, dátum a miesto narodenia, pohlavie, štátne občianstvo),
- b/ pasu, preukazu totožnosti, iných dokladov totožnosti alebo cestovných dokladov a priepustiek (číslo, doba platnosti, dátum vydania, orgán, ktorý ho vydal, miesto vydania),
- c/ iných údajov potrebných na identifikáciu odovzdávanej alebo prijímanej osoby,
- d/ miest pobytu a trasy cesty,
- e/ povolení na pobyt alebo víz vydaných jednou zo zmluvných strán.

V.

#### VŠEOBECNÉ A ZÁVREČNÉ USTANOVENIA

##### Článok 14

Minister vnútra Francúzskej republiky a minister vnútra Slovenskej republiky určia:

- a/ príslušné orgány, ktoré budú vykonávať túto dohodu,
- b/ hraničné priechody a letiská využívané na vykonávanie tejto dohody.

##### Článok 15

(1) Príslušné orgány zmluvných strán v súznej vykonávaní tejto dohody spolupracujú a podľa potreby vzájomne konzultujú priamo.



(2) V prípade ťažkostí spojených s vykonávaním tejto dohody sa žiadosť o konzultáciu predkladá diplomatickou cestou.

#### Článok 16

(1) Ustanovenia tejto dohody sa netýkajú sávkov prijímania alebo odovzdávania občanov tretích štátov vyplývajúcich pre zmluvné strany z iných medzinárodných dohôd.

(2) Ustanovenia tejto dohody neprekážajú vykonávaniu ustanovení Dohovoru o právnom postavení utečencov (Ženeva, 28. júla 1951) a Protokolu o právnom postavení utečencov (New York, 31. januára 1967).

(3) Ustanovenia tejto dohody neprekážajú vykonávaniu ustanovení dohôd, ktoré zmluvné strany podpísali v oblasti ochrany ľudských práv.

#### Článok 17

(1) Zmluvné strany si diplomatickou cestou oznámia splnenie vnútroštátnych podmienok potrebných pre nadobudnutie platnosti tejto dohody. Dohoda nadobudne platnosť tridsať dní od doručenia naskoršieho oznámenia.

(2) Táto dohoda sa uzaviera na dobu neurčitú.

(3) Každá zo zmluvných strán môže dočasne pozastaviť vykonávanie tejto dohody úplne alebo čiastočne, s výnimkou článku 1, s dôvodu zaistenia bezpečnosti štátu, ochrany verejného poriadku alebo zdravia obyvateľov. O prijatí alebo zrušení tohto opatrenia sa zmluvné strany bezodkladne informujú diplomatickou cestou. Pozastavenie vykonávania dohody nadobudne platnosť doručením oznámenia druhej zmluvnej strane.

(4) Každá zmluvná strana môže túto dohodu vypovedať písomne diplomatickou cestou. Platnosť dohody skončí deväťdesiatym dňom od doručenia nóty o výpovedi druhej zmluvnej strane.

Na dôkaz toho podpísaní splnomocnenci, ktorí boli riadne splnomocnení svojimi vládami, túto dohodu podpísali.

Dané v ..*Paris, le 20 mai*..... 1997 v dvoch pôvodných vyhotoveniach, každé vo francúzskom a slovenskom jazyku, pričom obidve znenia majú rovnakú platnosť.

Za vládu  
Francúzskej republiky



Za vládu  
Slovenskej republiky



[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE SLOVAK REPUBLIC ON THE READMISSION OF PERSONS

The Government of the French Republic and

The Government of the Slovak Republic (hereinafter referred to as "the Contracting Parties"),

Desirous of facilitating the readmission of persons staying without authorization on the territory of the State of the other Contracting Party, in conformity with the rights, obligations and guarantees contained in their national legislation and with the international treaties and conventions to which they are parties,

Wishing to achieve good cooperation between the two Contracting Parties within the framework of international efforts to prevent unauthorized migration, in order to safeguard common European interests on the basis of reciprocity,

Have agreed as follows:

I. READMISSION OF NATIONALS OF THE CONTRACTING PARTIES

*Article 1*

1. Each Contracting Party shall readmit at the request of the other Contracting Party and without any formality persons who do not, or who no longer, fulfil the conditions in force for entry or residence on the territory of the requesting Contracting Party, provided that they are proved or may be validly presumed to possess the nationality of the requested Contracting Party.

2. The requesting Contracting Party shall readmit such persons again under the same conditions if it is subsequently found that they did not possess the nationality of the requested Contracting Party at the time when they were returned by the requesting Contracting Party.

*Article 2*

1. For the purposes of readmission as specified in article 1, the nationality of the person concerned may be proved by means of the following documents.

For French nationality:

- (a) A certificate of nationality,
- (b) A naturalization decree or decree of restoration of French nationality,
- (c) A valid passport,
- (d) A valid national identity card.

For Slovak nationality:

- (a) A valid travel document,
  - (b) A valid identity card of the Slovak Republic,
  - (c) A valid identity card of the Czechoslovak Republic, the Czechoslovak Socialist Republic or the Czech and Slovak Federal Republic indicating that the holder is a national of the Slovak Republic,
  - (d) A valid certificate of nationality.
2. A valid presumption of nationality may be established by means of:
- (a) Any expired document listed in paragraph 1,
  - (b) A military record or any other military identity document,
  - (c) A civil registry document,
  - (d) A driving licence,
  - (e) Any other document issued by the competent authorities of either Contracting Party,
  - (f) A photocopy of any of the documents listed above,
  - (g) Statements by the person to be readmitted, as taken down by the administrative and judicial authorities of the requesting Contracting Party,
  - (h) Depositions of good-faith witnesses, as recorded by the administrative or judicial authorities of the requesting Contracting Party,
  - (i) Any other means that the competent authorities of the requested Party may recognize on a case-by-case basis.

### *Article 3*

1. Once proof or presumption of nationality has been established in accordance with article 2, the diplomatic mission or consular authorities of the requested Contracting Party shall immediately, upon application by the requesting Contracting Party, issue the substitute travel document required for the return journey for the readmission of the person specified in article 1, paragraph 1.

2. Where doubt exists about the evidence underlying the presumption of nationality, the person concerned shall be heard by the diplomatic mission or consular authorities of the requested Contracting Party within three days of the application for readmission. The requesting Contracting Party shall organize the hearing expeditiously in agreement with the aforementioned diplomatic mission or consular authorities. After the hearing, if the person concerned is proved to be a national of the requested Contracting Party, the diplomatic mission or consular authorities shall immediately issue the substitute travel document.

### *Article 4*

1. An application for readmission shall include:
- (a) The particulars of the person to be readmitted,
  - (b) The evidence specified in article 2,

(c) Information about any need for special medical or other surveillance.

2. Readmission costs incurred as far as the border of the State of the Contracting Party of which the person concerned is a national shall be borne by the requesting Contracting Party.

## II. READMISSION OF NATIONALS OF THIRD COUNTRIES

### *Article 5*

1. If a person who has arrived in the territory of the requesting Contracting Party does not fulfil the conditions in force for entry or residence, and if that person is in possession of a valid visa or residence permit issued by the requested Contracting Party, the latter shall readmit the person without any formality on application by the requesting Contracting Party.

2. If both Contracting Parties issued a visa or residence permit, responsibility for readmission shall reside with the Contracting Party whose visa or residence permit expires last.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 above shall not apply where a transit visa was issued.

### *Article 6*

1. A third-country national not fulfilling the conditions in force for entry or residence shall be admitted without any formality by the requested Contracting Party, on application by the requesting Contracting Party, if the latter establishes proof or a valid presumption that the person crossed the border of the requested Contracting Party in order to enter the territory of the State of the requesting Contracting Party.

2. The readmission obligation referred to in paragraph 1 shall not apply in the case of a person who was in possession of a valid residence permit issued by the requesting Contracting Party when entering its territory, or who was subsequently issued a residence permit by that Contracting Party.

3. The Contracting Parties shall make every effort to give priority to the return of third-country nationals to their State of origin.

### *Article 7*

The readmission obligation specified in articles 5 and 6 shall not apply in the case of a third-country national:

(a) To whom the requesting Contracting Party has granted refugee status, pursuant to the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951 and the New York Protocol relating to the Status of Refugees of 31 January 1967,

(b) Who has been removed by the requested Contracting Party to his or her country of origin or to a third country,

(c) Whose country of origin shares a common border with the requesting Contracting Party,

(d) Who has been residing for more than 180 days on the territory of the State of the requesting Contracting Party.

*Article 8*

1. The application for readmission of a third-country national shall include:

(a) The particulars of the person to be readmitted,

(b) Proof or valid presumption of grounds for readmission,

(c) Information about any need for special medical or other surveillance.

2. Readmission costs incurred as far as the border of the State of the requested Contracting Party shall be borne by the requesting Contracting Party.

*Article 9*

The requesting Contracting Party shall readmit the third-country national again under the same conditions if it is subsequently found that the requirements laid down in articles 5 and 6 were not met at the time when the person left the territory of the State of the requesting Contracting Party.

III. TRANSIT.

*Article 10*

1. Each Contracting Party shall allow a third-country national to pass through the territory of its State, with or without police escort, if so requested in writing by the other Contracting Party and if admission to the country of destination or to any other States of transit is assured. The requesting Contracting Party shall guarantee to the requested Contracting Party that the person allowed to pass through holds a valid transport permit and travel document for the country of destination.

2. The requesting Contracting Party shall assume full responsibility for the onward travel of the third-country national to the country of destination.

3. When the transit is carried out under police escort, the requesting Contracting Party shall provide escort by air as far as the airports of the requested Contracting Party, on condition that the police escort stays within the international zone of the airports. If transit under police escort is to continue by land on the territory of the requested Contracting Party, that Contracting Party shall provide the police escort.

4. The costs of transporting a third-country national as far as the border of the State of destination, including the transit costs incurred on the territory of the State of the requested Contracting Party and, where necessary, the costs arising from return transport, shall be borne by the requesting Contracting Party.

*Article 11*

Requests for transit pursuant to article 10 shall be transmitted directly between the competent authorities of the States of the Contracting Parties. They shall include information about the identity and nationality of the third-country national, the date of travel, the time of arrival at the border post of the country of transit, the State of destination, the travel documents, the grounds for the request, and information concerning any officials escorting the third-country national.

*Article 12*

1. Transit may be refused:

(a) If the third-country national runs the risk of being persecuted in the State of destination for reasons of race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinion;

(b) If the third-country national runs the risk of being prosecuted in criminal court or of being sentenced in connection with a criminal conviction in the State of destination for earlier offences;

(c) If the third-country national runs the risk of being prosecuted in criminal court or of being sentenced in connection with a criminal conviction in the State of the requested Contracting Party for offences predating the transit, with the exception of an unauthorized border crossing.

2. A person in transit may be returned to the requesting Contracting Party if it is subsequently found that he or she falls into one of the categories envisaged in paragraph 1.

IV. Protection of personal data

*Article 13*

1. The personal data required for the implementation of this Agreement shall be protected in accordance with the legislation in force in the Contracting Parties.

2. Insofar as personal data have to be communicated between the Contracting Parties in order to implement this Agreement, such information may concern only the following:

(a) The particulars of the persons to be readmitted or removed and of any close relatives (surname, forename, any previous names, nicknames or pseudonyms, aliases, date and place of birth, sex, nationality),

(b) The passport, identity card, other identity or travel documents and laissez-passer (number, period of validity, date of issue, issuing authority, place of issue),

(c) Other details needed to identify the persons to be readmitted or removed,

(d) Stopping places and itinerary,

(e) Residence permits or visas issued by one of the Contracting Parties.

V. General and Final Provisions

*Article 14*

1. The Minister of the Interior of the French Republic and the Minister of the Interior of the Slovak Republic shall designate:

- (a) The authorities competent to implement this Agreement,
- (b) The border posts and airports to be used in the implementation of this Agreement.

*Article 15*

1. The competent authorities of the two Contracting Parties shall cooperate and consult each other directly as required for the implementation of this Agreement.

2. In the event of difficulties relating to the implementation of this Agreement, consultation shall be requested through the diplomatic channel.

*Article 16*

1. The provisions of this Agreement shall not affect the obligations of the Contracting Parties concerning readmission of third-country nationals arising from other international agreements.

2. The provisions of this Agreement shall not prevent the application of the provisions of the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951 or the New York Protocol relating to the Status of Refugees of 31 January 1967.

3. The provisions of this Agreement shall not prevent the application of the provisions of agreements on the protection of human rights concluded by the Contracting Parties.

*Article 17*

1. Each Contracting Party shall notify the other when the national procedures required for this Agreement to enter into force have been completed. The Agreement shall enter into force 30 days after the receipt of the last such notice.

2. This Agreement is concluded for an indefinite period.

3. Either Contracting Party may temporarily suspend this Agreement, in whole or in part, with the exception of article 1, on grounds of State security, public order or public health. The Contracting Parties shall notify each other of the adoption or cancellation of any such measure without delay through the diplomatic channel. The suspension of the application of this Agreement shall become effective as soon as notification is received by the other Contracting Party.

4. Either Contracting Party may terminate this Agreement in writing through the diplomatic channel. The Agreement shall cease to be valid 90 days after the other Contracting Party has been notified of its termination.

In witness whereof the undersigned, duly authorized by their Governments, have signed this Agreement.



Done at Paris on 20 March 1997 in two original copies, each in the French and Slovak languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

HERVÉ DE CHARETTE

For the Government of the Slovak Republic:

PAVOL HAMZIK

